

Lettre professionnelle d'actualité géostratégique. V^e année, n^o 3, mars 2005

STRATÉGIE

KIRGHIZIE. Nouvelle révolution ou coup d'Etat ?

LES ÉVÉNEMENTS KIRGHIZES SEMBLent s'inscrire dans la continuité des « révolutions » géorgiennes et ukrainiennes. Même si le président Askar Akaïev avait fait de son pays un bon élève des réformes économiques occidentales, membre de l'OMC et ayant appliqué toutes les exigences du FMI, le changement politique dans son pays était prévu selon un scénario désormais bien réglé. Après la tenue d'élections législatives, à juste titre contestées, la foule, encadrée par la mafia locale qui vit du trafic de la drogue, a pris le contrôle du Palais présidentiel. La présence d'ONG étrangères (NED, International Republic Institute, Ifes, Eurasia Foundation, Internews), la visite de trois parlementaires géorgiens, (Givi Targamadze, Kakha Gotsadze et Temur Nergadze) ayant participé à la révolution

des Roses, et le financement de l'opposition rappellent les épisodes précédents. Le département d'Etat américain finance, en effet, depuis 2002 une maison d'édition à Biskek, qui a déjà publié plus de 60 titres et publications. De son côté l'USAID a investi quelque 2 millions de dollars dans un pays où le salaire mensuel moyen est de 30 dollars.

Moscou prend la main

Ainsi tous les ingrédients étaient réunis, mais il semble que Moscou ait précipité le déroulement des opérations. En effet, les premières émeutes ont éclaté dans le sud du pays, dans les régions peuplées par les Ouzbeks où les services secrets de Tachkent n'ignorent rien. De leur côté, les structures de force n'ont jamais opposé une grande résistance à l'opposition, allant, le dernier

jour, jusqu'à ouvrir les portes du palais présidentiel. Politiquement, comme le note Oleg Panfilov dans *Novoïe Vremya*, il n'y a pas eu de sentiment anti-russe dans cet événement et comme l'indique l'une des figures du nouveau pouvoir, Roza Otunbaïeva, la politique vis-à-vis de Moscou doit rester inchangée. Pour le futur, Félix Koulov, général de l'ex-KGB est candidat à la prochaine élection présidentielle prévue pour ce mois de juin. Cet ancien allié du président Askar Akaïev était sorti de prison pour rétablir l'ordre dans la capitale et, s'il a eu des positions pro américaines, ayant souhaité l'intervention de son pays en Irak, lui et ses pairs semblent être dans l'ensemble des candidats très acceptables pour Moscou, Tachkent et même Pékin qui suit attentivement son petit voisin.

L'ÉDITORIAL
D'ANTOINE COLONNA

UNE FORCE INATTENDUE

► L'élection du prochain Pape est suivie avec attention par diverses puissances. Le Vatican a été obligé d'engager des spécialistes des écoutes pour empêcher toute fuite sur les débats qui donneront un nouveau chef à une église forte de plus d'1 milliard de personnes. L'enjeu est de taille, car Jean-Paul II n'aura pas été un Pape docile, proposant une antithèse au monde unipolaire, prônant le dialogue inter-culturel, la paix au Moyen-Orient et s'inscrivant contre la guerre des civilisations. Aujourd'hui, un Pape est un personnage médiatique pouvant disposer de deux décennies pour porter son message, laps dont aucun chef d'Etat ne peut se prévaloir, avec quatre ou cinq ans d'exercice du pouvoir. Le Vatican est présenté comme la conscience, le garde fou du monde, mais avec des « divisions » âgées de moins de 25 ans, dans l'hémisphère sud, quel rôle jouera-t-il ces vingt prochaines années ?

IRAK DÉPLOIEMENT DE FORCES TURQUES EN IRAK

p.3

► 1357 soldats turcs sont déployés dans le Kurdistan irakien afin de combattre les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Ankara veille au *statu quo ante* de cette région stratégique.

ÉTATS-UNIS KAREN HUGHES À LA DIPLOMATIE PUBLIQUE

p.4

► Karen Hughes est une proche du président Bush. Ancienne journaliste, elle a rejoint le camp des « communicants » lors de la conquête du Texas par le Parti républicain dans les années 80.

AFGHANISTAN WASHINGTON CONSOLIDE SA PRÉSENCE

p.5

► Sujet principal de la dernière visite de Donald Rumsfeld à Kaboul et des discussions avec le président Hamid Karzai : la relation stratégique entre les États-Unis et l'Afghanistan.

DOSSIER UKRAÏNE : REMODELAGE DE LAÏRE SOVIÉTIQUE

p.6

► Michel Blanzat dresse le portrait de la technique de « révolution orange » modèle du genre des « croisades pour la démocratie » employées dans les années 80 en Amérique latine...

IRAK DONALD RUMSFELD PROTÈGE LES MOUKHABARAT

p.8

► La dernière visite éclair du secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld en Irak avait un but bien précis. Protéger les officiers du renseignement irakien nommés par Iyad Allawi.

Attentat manqué contre Anatoli Tchoubaïs

Le directeur du monopole d'Etat d'électricité russe se savait menacé

LA VOITURE DU DIRECTEUR DE RAO EES Rossii est tombée dans une embuscade sur une autoroute à l'Ouest de Moscou, alors qu'il quittait sa datcha de Zhavoronski dans la banlieue de la capitale. Après l'explosion d'une charge estimée entre 500 grammes et 1 kilo de TNT, deux hommes dissimulés sur le bas côté ont ouvert le feu sur la BMW blindée d'Anatoli Tchoubaïs. Malgré l'explosion, la voiture a pu reprendre sa route alors que les gardes du corps descendaient de leur Mitsubishi et ripostaient, mettant en fuite les deux assaillants. Dans la matinée, le directeur de l'électricité russe donnait une conférence de presse au cours de laquelle il indiquait avoir une idée de l'identité des commanditaires de l'attaque. L'enquête a été confiée, entre autres, au FSB et au Service de protection des personnalités, également en charge de la sécurité du Kremlin, le FSO. Le plan d'urgence pour ce type de cas, Vulkain-5 a immédiatement été déclenché.

Intimidation

Un suspect a été arrêté et placé en détention provisoire. Son épouse est la propriétaire d'un véhicule qui aurait, selon des témoins, servi à la fuite des tireurs. L'homme, Vladislav Kvachkov, âgé de 57 ans est un ancien colonel des Forces spéciales du GRU, spécialiste des explosifs, ayant combattu en Afghanistan. Selon la presse russe, il aurait pu agir pour des motifs politiques et d'inimitié personnelle. Son fils âgé d'une trentaine d'années est également soupçonné. Notons égale-

ment que Kvachkov préparait une proposition de réforme des forces spéciales russes, tirant les leçons de Beslan et voulant les constituer en corps d'armée, à la façon des *Marines*. Actuellement, Tchoubaïs règle les modalités de restructuration du monopole de l'énergie, se créant de nouvelles inimitiés

L'échiquier 2008

Selon un sondage publié la veille de l'attentat qui le visait, Anatoli Tchoubaïs arrivait en tête des hommes d'affaires les plus connus du pays, sous entendu également des plus impopulaires. Dans un récent entretien accordé à la presse, l'ancien dirigeant de l'Union des forces de droite, qu'il avait quittée en 1998 pour prendre la tête de la compagnie d'électricité d'Etat RAO EES Rossii, critiquait sa famille politique. Selon lui : « *La Russie ne peut avoir deux, trois ou cinq partis libéraux. Il y a l'Union des forces de droite, Yabloko, le Comité 2008, Vladimir Rizkhov en aura un, et Kasparov un autre. En plus il y a encore le parti d'Irina Khakamada. Cela démontre beaucoup d'irresponsabilité et d'immaturité.* » Dans le même entretien au magazine *Profil*, Tchoubaïs accordait que peut-être l'ancien Premier ministre Khasianov pourrait relever le gant. Officiellement, le président Poutine ne briguera pas de nouveau mandat, même si la plupart des commentateurs ont du mal à lui imaginer un successeur. Dans les couloirs de la Douma, on évoque la possibilité d'un Poutine Premier ministre en 2008, puis Président à nouveau en 2012, ou encore de l'arrivée à une présidence d'une Union entre la Russie et une autre république ex-soviétique.

dans le milieu des affaires. Ainsi, selon *Vedomosti*, plusieurs hommes d'affaires sont en désaccord avec les plans annoncés. Le journal cite le nom du géant de l'aluminium, Oleg Deripaska parmi ceux qui pourraient en vouloir à Tchoubaïs. Selon de nombreux commentateurs, il pourrait s'agir d'une manœuvre d'intimidation. C'est l'avis, par exemple, de l'ancien directeur du FSB, Nikolaï Kovalev. En effet, si Vladislav Kvachkov est l'auteur de l'attaque, il semble curieux qu'un aussi bon spécialiste ait manqué une cible aussi facile. Il reste que Tchoubaïs, le père - avec Egor Gaïdar - des privatisations de l'ère Eltsine, est l'un des hommes les plus détestés du pays. Dans un entretien accordé au *Financial Times* en novembre 2004, il reconnaissait avoir été l'objet d'au moins trois « contrats », dont l'un commandité par une faction mafieuse tchéchène, mais déjoué par une opération du FSB. « *Je suis détesté pour avoir vendu la Russie* » déclare Tchoubaïs. L'attaque a été condamnée par la majorité de la classe politique, à l'exception de l'ex-agent du KGB, Vladimir Jirinovski, président du Parti libéral démocrate, qui a déclaré que c'était un coup monté par Guénadi Ziouganov (Parti communiste) et par *Rodina* (la Patrie). Le n°1 de *Rodina*, Dimitri Rogozine, a réagi en disant que lui n'aurait pas manqué l'opération...

Mouvements boursiers

Dans la semaine précédant l'attentat, l'action de RAO EES Rossii (UES), a perdu 10 % de sa valeur alors qu'elle est géné-

ralement l'objet d'une excellente cotation et recommandée à l'achat par les spécialistes. La chute à la clôture, la veille de l'attaque était de 4,6 %. En homme avisé, Tchoubaïs qui entretient des relations complexes avec le Kremlin, venait de renforcer sa sécurité. Peut-être avait-il trouvé cette chute suspecte ? Cette attaque rappelle un entretien accordé en 1998, à *Kommersant*, dans lequel il révélait un accord de 1994 entre Bérézovski, l'un de ses principaux rivaux, et d'autres oligarques renonçant à des « contrats » de meurtre pour réguler les affaires. Quoi qu'il en soit, la période actuelle est trouble pour le patron des systèmes d'énergie unifiés. L'un de ses principaux adjoints pour les dossiers internationaux, le moldave Valery Pasat, a été arrêté par les autorités de son pays pour une affaire remontant à 1997. Pasat a été le chef des services secrets moldaves et ministre de la Défense. Il est accusé d'avoir, quand il était ministre, vendu du matériel militaire pour une somme dérisoire, en particulier 21 chasseurs Mig-29, l'un des avions les plus avancés à l'époque, vendus à Washington pour 80 millions de dollars. Le procureur général de Moldavie a nié tout rapport entre cette arrestation et les activités de Tchoubaïs. Pour certains analystes, ce réveil de la justice est lié aux activités politiques de Pasat dans l'ex-république soviétique. En effet, l'arrestation de ce dernier a eu lieu alors qu'il s'app préparait à participer à une réunion de l'opposition moldave.

Déploiement des forces turques au Kurdistan irakien

Ankara veut empêcher à tout prix la formation d'un Etat kurde

1 357 SOLDATS TURCS SONT déployés dans le Kurdistan irakien afin de combattre les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). La mission des forces armées turques (TSK), est de « rassembler des informations concernant les évolutions dans la région et servir d'officiers de liaison avec les forces américaines à Kirkouk, Mossoul et Tal Afar. » Rebaptisé Congrès du peuple du Kurdistan (Kongra-Gel) en 2003, le mouvement souhaite créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie mais se heurte au refus de négociation du gouvernement turc depuis plus de vingt ans. La traque des maquisards du Kongra-Gel, de même que la protection des minorités turcophones du Kurdistan irakien vivant notamment dans les zones pétrolières de Kirkouk et de Mossoul (40 % des réserves irakiennes, 6 % des réserves mondiales) est donc la raison officielle donnée par Ankara pour justifier le déploiement de ses soldats. La Turquie réclamant un statut spécial pour ces deux villes.

Le spectre du Kurdistan

Un autre scénario préoccupe également Ankara, la création, *in fine*, d'un Etat kurde en Irak. La Turquie souhaite effectivement, par cette opération, contrôler les Kurdes d'Irak pour empêcher que l'autonomie effective depuis 1992 ne se transforme en indépendance. Les Turcs sont également inquiets de la faiblesse du pouvoir central à Bagdad, de même que par les menaces qui pèsent sur Damas. En effet, la Syrie

contient également une partie du Kurdistan qui pourrait elle aussi devenir autonome en cas de déstabilisation de la Syrie et de chute du parti baassiste. La diplomatie américaine avait d'ailleurs fait avorter, en 2003, une opération similaire des forces turques qui auraient pu mettre le feu aux poudres. De son côté Israël est très présent dans la région et favorise l'émergence d'un Etat kurde, notamment pour avoir une capacité de déstabilisation de la Syrie et de l'Iran, ce qui n'est pas pour réchauffer ses relations de plus en plus distantes avec le pouvoir islamique turc. Cependant, les visées turques sur l'Irak sont réelles et se traduisent par de multiples tentatives de déstabilisation : armement des Turcomans d'Irak et, dit-on, préparation d'un attentat contre le nouveau gouverneur

de Kirkouk. Entretenir les tensions entre Turcomans et Kurdes reflète l'envie d'Ankara de s'imposer au Kurdistan irakien. Des réseaux informels, proches de l'extrême droite turque, comme celui de *Kuvayi milliye* ou de l'*Akinci*, sont d'ailleurs solidement implantés dans la région.

Présence mais prudence

La Turquie ne dissimule pas non plus son intérêt pour les réserves pétrolières de Kirkouk, Abdullah Gül, le ministre des Affaires étrangères ayant déjà établi une liste d'arguments visant à justifier une revendication historique et ethnique d'une partie de ces importantes réserves et ayant déclaré que la Turquie ne pourrait assister en spectateur à des affrontements inter-communautaires. Ankara, en brandissant comme raison officielle

la lutte contre le Kongra-Gel pour légitimer son déploiement militaire, ne manque pas de rappeler que l'Union européenne ou les Etats-Unis considèrent aussi le PKK comme une organisation terroriste. Si Ankara s'introduit dans le nord de l'Irak sans demander la permission, ce ne sera bientôt plus le cas pour Bagdad. En effet, Massoud Barzani, le chef du parti démocratique du Kurdistan (PDK), a indiqué qu'à l'avenir l'armée irakienne devra obtenir l'autorisation du parlement kurde pour entrer dans la région : les forces irakiennes seront autorisées à intervenir pour apporter leur aide aux forces de sécurité kurdes en cas de menace... Ankara se doit malgré tout à une certaine modération, une opération militaire sanglante pouvant compromettre le processus d'adhésion à l'UE...

Nombreux départs de néoconservateurs

DES PILIERS DE LA DOCTRINE NÉOCONSERVATRICE ONT quitté ces dernières semaines des postes importants de l'administration Bush. C'est le cas de John Bolton nommé par le président pour devenir le prochain ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'ONU. Sa confirmation ne sera pas une partie de plaisir, la commission étant composée de 10 républicains et de 9 démocrates et son profil ne faisant pas l'unanimité, comme le démontre une lettre signée de 62 anciens diplomates et fonctionnaires du département d'Etat qui dénoncent ses anciennes positions prônant la dissolution de l'ONU. Bolton était pressenti pour devenir le numéro 2 du département d'Etat, mais Condoleezza Rice a tout fait pour s'y opposer. Autre départ remarqué, celui de Paul Wolfowitz pour la Banque mondiale. Il est remplacé par Gordon England, actuellement secrétaire d'Etat à la Marine, un gestionnaire, ancien

vice-président de General Dynamics. Le poste était convoité par Lewis «Scooter» Libby, conseiller du vice-président Dick Cheney pour les questions de Sécurité et par Stephen Cambone, le sous-secrétaire à la Défense pour le Renseignement. La confirmation d'England pourrait être gênée par les Sénateurs des Etats côtiers, England ayant diminué les commandes des chantiers navals de 67 à 49 bâtiments. Autre néo-conservateur de poids à quitter Washington, Douglas Feith, n°3 du Pentagone. Il est remplacé par l'ambassadeur en Turquie, Eric Edelman, également spécialiste de l'espace ex-soviétique et ancien conseiller de Cheney. Le départ de ces trois personnages réduit la puissance de feu des néoconservateurs et pose la question de leur stratégie. Se décale-t-elle de Washington vers les institutions internationales comme l'ONU et la Banque mondiale ?

RUSSIE RUMEUR SUR LA TENUE DU SOMMET 2006 DU G-8

► Igor Shouvalov, un conseiller du président russe, Vladimir Poutine, a démenti lors d'une conférence de presse une rumeur selon laquelle le prochain sommet du G-8 pourrait se tenir en Allemagne et non plus, comme prévu, en Russie. Les sénateurs américains, McCain et Lieberman avaient demandé l'exclusion de la Russie du G8.

ARABIE SÉOUDITE EXPLICATIONS AVEC L'ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE AMÉRICAINE

► Une rencontre de haut niveau entre des responsables du ministère séoudien de la Défense et de l'Etat-major a eu lieu le 16 mars dernier à Riyad. Le chef d'Etat-major de l'armée américaine, le général Richard B. Myers avait fait le déplacement. Selon une source séoudienne, Riyad a exprimé ses inquiétudes concernant



la sécurité de la frontière irakienne et le nombre d'islamistes la traversant pour opérer en Arabie. Lors d'une conférence de presse qui a suivi, le général Myers a déclaré qu'il ignorait le nombre de terroristes qui franchissait la frontière, reconnaissant que le problème nécessitait une intervention.

ÉTATS-UNIS DOCTRINE DE CONTRE-ESPIONNAGE «PRÉEMPTIF»

► A l'image de la doctrine militaire employée par l'administration Bush après le 11 septembre 2001, Washington a annoncé que le contre-espionnage allait adopter, à son tour, cette stratégie. Les services espionnant les Etats-Unis, y compris hors du territoire, devront donc s'attendre à être les cibles du contre-espionnage américain.

UKRAINE ARRESTATION D'UN MEMBRE DE L'OPPOSITION

► Après l'arrestation de Boris Kolehnikov, membre du Conseil municipal de Donetsk accusé de séparatisme, le leader de l'opposition Victor Ianoukovitch a menacé d'une grève générale si des négociations n'étaient pas ouvertes par le gouvernement. Des manifestations de soutien ont déjà eu lieu.

QATAR WESLEY CLARK ANNONCE DES FRAPPES SUR L'IRAN

► Selon notre envoyé au 5^e Forum international de Doha, l'ancien commandant en chef de l'OTAN a fait courir le bruit, notamment auprès de la délégation française, que les Etats-Unis étaient prêts à déclencher des frappes contre l'Iran. Une information également de nature à presser les négociations entre les Européens et Téhéran.

INDE LE RENSEIGNEMENT S'INTÉRESSE AUX MÉDIAS

► Le Service central de contrôle des programmes de radio et de télévision vient de passer sous l'autorité du Ministère de l'Intérieur afin d'être plus opérationnel pour arrêter des programmes contraires à l'intérêt national. Il appartenait précédemment au ministère de l'Information et de la diffusion. Le service de renseignement intérieur, le RAW, sera mieux à même d'effectuer sa mission de contrôle. Le RAW pourra ainsi décider de brouiller grâce à ses stations le signal des chaînes étrangères diffusant des programmes jugés hostiles à l'Inde. Précédemment, des chaînes étrangères avaient été brouillées pour leurs contenus indécents ou obscènes après des plaintes d'associations.

DIPLOMATIE

Karen Hughes nommée par Rice à la diplomatie publique

Sa principale mission sera d'améliorer l'image des Etats-Unis

KAREN HUGHES EST UNE PROCHE DU PRÉSIDENT Bush. Ancienne journaliste, elle a rejoint le camp des « communicants » lors de la conquête du Texas par le Parti républicain dans les années 80. Depuis lors, notamment avec Karl Rove (cf. IS n°3-5), elle n'a pas quitté l'entourage des Bush, en charge des missions délicates. Ainsi, en 2000, lors de la première campagne présidentielle, elle avait été chargée des dossiers concernant le passé financier, militaire et alcoolique du candidat républicain. Tout récemment, elle a organisé la campagne concernant l'intervention en Irak, se chargeant du message à envoyer aux médias. Elle s'est également occupée de ternir l'image de Richard Clarke, ancien haut responsable anti-terroriste, critique à l'égard de l'administration Bush. Pour son nouveau poste, elle va s'appuyer sur les

réseaux de William Cohen, ancien secrétaire d'Etat à la Défense de l'administration Clinton et de son « think tank » le CSIS, mettant à profit l'expérience d'anciens ambassadeurs ayant occupé des postes dans le monde arabe. Elle devrait également mettre en place une cellule délivrant des messages quotidiens expliquant la politique de Washington, destinés aux relais diplomatiques et militaires américains à travers le monde. Si sa nomination de sous-secrétaire d'Etat à la diplomatie publique est confirmée par le Sénat, Mme Hughes aura le rang d'Ambassadrice. Malgré son talent, reconnu et craint à Washington, le public arabe est plus difficile à convaincre que le texan. Ces deux prédécesseurs, Charlotte Beers et Maragaret Tutwiller en ont fait l'expérience. Mme Hughes reconnaît elle-même que c'est un travail d'au moins 20 ans.

Mission de renseignement pour l'ONU

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU, KOFI ANNAN A ordonné la mise en place d'une mission de renseignement au sein de l'organisation internationale. La confiance de l'ONU pour d'autres services a fondu, tirant les leçons de l'attentat de Bagdad qui avait coûté la vie à l'ambassadeur Sergio Vieira de Mello. D'autres affaires ont amené Kofi Annan à franchir le pas : l'installation d'un système d'écoutes au siège genevois de l'ONU qui avait permis d'écouter les conversations de plusieurs chefs d'Etat et, probablement en 2003, une importante réunion des cinq membres permanents du Conseil de Sécurité, au sujet de l'Irak et les écoutes à New York par les services britanniques et américains des conversations du Secrétaire général de l'ONU. Faute de service juridiquement compé-

tent, aucune enquête de spécialistes n'avait pu être menée. Un ancien officier des services de renseignement suisse, le colonel Jacques Baud a été chargé de diriger cette première mission officielle sous l'intitulé « cellule d'analyse inter-forces ». Composée d'une trentaine d'hommes, elle sera déployée au Soudan, dont l'actualité constitue l'une des priorités de l'agenda de l'ONU. Le colonel Baud, auteur d'une Encyclopédie du Renseignement (Ed. Lavauzelle) connaît bien l'ONU pour laquelle il a déjà effectué des missions, assurant le développement d'un système de renseignement informatisé sur les mines anti-personnelles. La mission n'est pas encore opérationnelle et certains pays, le Soudan en premier lieu, réclament qu'elle comporte plus d'observateurs musulmans.

ÉTATS-UNIS CONDOLÉEZA RICE À LA VICE- PRÉSIDENTE ?

▶ Après un sondage la plaçant en tête des responsables républicains pour les présidentielles 2008, notamment si Hillary Clinton se présentait pour les démocrates, la rumeur à Washington en fait une vice-présidente toute désignée en cas de décès prématuré de Dick Cheney, très fragile du cœur et plusieurs fois opéré.

MAROC CONSTRUCTION D'UNE BASE AMÉRICAINE

▶ Une nouvelle base américaine doit être installée sur la côte atlantique du Maroc dans la localité de Tan-Tan. La nouvelle installation servira d'escale vers le Golfe, mais aussi pour la lutte anti-terroriste dans la région du Sahara, une étendue riche en énergies fossiles. Des salles de classe seront également construites pour la population locale.

Intelligence & stratégie

COLOMBIE LA CHINE CONSOLIDE SA PRÉSENCE DANS LA RÉGION

▶ Pékin et Bogota ont signé cinq nouveaux accords économiques. Pékin consolide ainsi son projet stratégique d'oléoduc qui partira du Vénézuéla vers la côte pacifique de la Colombie.

INDE RICE AVERTIT DELHI CONTRE SES PROJETS AVEC TÉHÉRAN

▶ Le Secrétaire d'Etat américain, Condoleeza Rice en visite en Inde a mis en garde contre un rapprochement entre Delhi et Téhéran. Les deux pays envisagent en effet la construction d'un gigantesque gazoduc de 2 775 kilomètres les reliant via le Pakistan. L'Inde doit également investir dans le développement des champs iraniens.

VENEZUELA L'ADMINISTRATION BUSH REPASSE À L'OFFENSIVE

▶ Une nouvelle stratégie est développée par Washington contre Chavez. Selon Roger Pardo-Maurer, responsable de l'Amérique latine au département d'Etat, elle est justifiée par la « politique de hyène » menée par le président vénézuélien. Les Etats-Unis accusent Chavez de s'opposer à eux en finançant des groupes à travers tout le continent.

Les Etats-Unis consolident leur présence en Afghanistan

Le Pentagone consolide son réseau militaire à travers le pays

SUJET PRINCIPAL DE LA DERNIÈRE VISITE DE DONALD Rumsfeld à Kaboul et des discussions avec le président Hamid Karzaï : la relation stratégique entre les Etats-Unis et l'Afghanistan. Le thème avait été préparé en février dernier par le sénateur républicain John Mc Cain qui avait fait le déplacement dans la région, soulignant la nécessité de la construction de bases communes américano-afghanes. Selon la Constitution afghane, c'est au Parlement de se prononcer sur ce type d'accord et dans l'attente d'élections, rien d'officiel n'est encore annoncé. Cependant, à en croire le général Jim Hunt, le commandant des forces aériennes américaines sur place, un programme de 83 millions de dollars est déjà lancé pour renforcer les bases aériennes de Bagram et de Kandahar. Mieux, selon le quotidien *Asia Times*, citant une source au siège de

l'OTAN à Bruxelles, d'autres projets sont en cours avec la construction de bases dans les villes de Balkh, Helmand, Hérat, Nimrouz, Khost et Paktia. L'OTAN négocierait également la construction d'un terminal logistique dans le port pakistanais de Karachi. La base d'Hérat est la plus proche de la frontière iranienne et servirait aux missions de reconnaissance entreprises par les forces spéciales américaines. Washington poursuit un double objectif dans la région : s'assurer du contrôle des voies énergétiques de l'Asie centrale vers la Mer d'Oman. Ensuite, les Américains poursuivent patiemment leur double encerclement stratégique à la fois de l'Iran mais aussi de la Chine, avec désormais des accords de défense avec toutes les anciennes républiques soviétiques de la région, auxquelles s'ajoutent le Pakistan et l'Afghanistan.

Dispute pétrolière dans la mer des Célèbes

PÉRONAS, LA COMPAGNIE PÉTROLIÈRE PUBLIQUE DE Malaisie a signé, fin février un contrat d'exploitation et de production avec la compagnie Shell dans une zone disputée avec l'Indonésie, le long des côtes de l'Etat malais de Sabah et de la province indonésienne de Kalimantan. Début mars, la marine indonésienne a déployé plusieurs bâtiments de guerre appuyés par des chasseurs de l'armée de l'air, alors que deux navires malais étaient en patrouille. Jakarta proteste contre ce contrat signé par son voisin, puisqu'elle-même a signé en décembre dernier un contrat similaire, concernant la même zone, avec la compagnie américaine Unocal, aujourd'hui rachetée par Chevron-Texaco. Plusieurs manifestations ont eu lieu en Indonésie pour protester contre la politique malaise. L'un des hauts res-

ponsables de la Marine indonésienne, l'amiral Abdoul Malik Youssouf, a déclaré en substance que l'armée ne laisserait pas perdre un pouce du territoire national. La compagnie Shell essaye depuis de nombreux mois de revenir dans la région. En effet, elle avait obtenu une importante concession de l'Etat indonésien en 1999, mais l'avait revendu à l'Italien ENI en 2001. Ce dernier avait fait là une très bonne affaire puisque de nouveaux gisements avaient été très vite découverts. En attendant, des négociations ont été ouvertes entre les deux pays, et les deux chefs d'Etat ont eu un entretien téléphonique pour faire baisser la tension entre les deux pays. Quoiqu'il en soit, il semble qu'au regard du droit international, ce soit l'Indonésie qui ait, *in fine*, gain de cause.

ÉTATS-UNIS HALLIBURTON S'OFFRE UN ANCIEN CONSEILLER DE BUSH

▶ gênée par un rapport au Sénat mettant en cause les pratiques de sa filiale Kellogg, Brown & Root qui aurait surfacturé de 43% ses prestations à l'armée américaine en Irak, l'ancienne société de Dick Cheney vient d'engager pour son lobbying Joe Allbaugh, conseiller de Bush pendant les années texanes et directeur de la campagne présidentielle de 2000.

ROYAUME-UNI CRÉATION D'UN RÉGIMENT «ANTI-TERRORISTE»

▶ La ministre de la Défense, Geoff Hoon a annoncé la création d'un « Régiment de reconnaissance spéciale » (SRR). Il aura une mission de soutien pour les opérations outre-mer. Ses effectifs seront composés d'éléments venant d'unités spéciales. Le directeur des Forces spéciales en assurera le commandement.

IRAN L'UKRAINE A EXPORTÉ DES MISSILES À LONGUE PORTÉE

▶ Kiev a reconnu que douze missiles de croisière Kh-55 ont été vendus illégalement en 2001 à l'Iran et six autres à la Chine. Le Kh-55 est capable de transporter des charges nucléaires. Sa portée est de 3 000 kilomètres et permettrait donc à Téhéran de frapper Israël.

UKRAINE. Remodelage

► La révolution orange est un modèle du genre des « croisades pour la démocratie ». Elle améliore les pratiques déjà employées par l'administration Reagan dans les années 80 en Amérique latine.

Par :
Michel Blanzat

journaliste, membre
du comité de rédaction
de Balkans-infos

LE TABLEAU PROPOSÉ PAR LES MÉDIAS occidentaux en novembre 2004 de la «révolution orange» d'Ukraine n'est guère satisfaisant. En effet, il ne tient compte ni de l'Histoire du pays, ni de sa géographie, ignore les enjeux économiques et géopolitiques et ne parle de l'action des personnages locaux que selon les critères hollywoodiens des agences de communication chargées de promouvoir leur image. De plus, l'action des acteurs internationaux qui furent essentiels dans la fermentation et la réalisation de la «révolution orange» est rarement rapportée. Il est étonnant que toutes les télévisions du monde aient spontanément trouvé le même type de témoins de la révolution orange : généralement une femme, diplômée, jeune et active, s'adressant aux téléspectateurs étrangers dans leur propre langue...

A l'échelle mondiale, pour le temps nécessaire de la «révolution», s'est donc synthétisée une seule vision d'événements complexes. On a voulu voir généralement un combat du « peuple ukrainien » se libérant d'une dictature post-communiste, une sorte de conte de fées pour guerre froide qu'il nous faut quitter pour reprendre le dossier de manière technique, de même qu'il nous faut éviter les analyses partisans (menace d'un «retour du communisme» contre «impérialisme yankee»). Les événements de l'hiver 2004 prennent place dans un processus historique précis qui, bien qu'il soit souvent perdu de vue, est cependant dans sa quinzisième année.

Interdépendance

Depuis l'écroulement du bloc soviétique, l'interdépendance est devenue une règle s'imposant à tous et la mise aux normes progressive des Pays d'Europe centrale et orientale autour des nouvelles infrastructures, particulièrement celles chargées d'acheminer les hydrocarbures, avance. L'Ukraine, comme ses voisins de la Mer Noire (pays balkaniques et Turquie), occupe une place géographique essentielle dans le raccordement en cours de l'Est et de l'Ouest. C'est par son territoire que doit transiter la majeure par-

tie du gaz et du pétrole provenant de Russie ou de la Caspienne à destination de l'Europe de l'Ouest. C'est une raison suffisante pour attirer l'attention de l'hyperpuissance américaine et faire de l'Ukraine la troisième bénéficiaire au monde de l'aide des Etats-Unis, après Israël et l'Egypte. Chaque année se déroulent des manœuvres communes avec l'OTAN dont la popularité est en net déclin auprès des Ukrainiens depuis l'intervention de 1999 au Kosovo. Les liens avec l'Europe sont institutionnels, un accord de partenariat et de coopération depuis 1998 avec l'Union Européenne complète des accords d'assistance technique TACIS, et le ministère ukrainien de l'Industrie de Koutchma comptait dans ses attributions, l'intégration européenne. Placée au carrefour de l'Europe, de l'Asie et du Moyen-Orient, l'Ukraine a rejoint depuis 1996 le programme d'infrastructures TRACECA (Transport Corridor Europe Caucase Asia) dont elle abrite les bureaux depuis 2001 à Odessa. C'est à Kiev qu'est installé le secrétariat de la société INOGATE (Interstate Oil and Gas Transport to Europe, liée à l'Union Européenne) ; ajoutons que, durant la dernière législature, le Parlement ukrainien a surtout travaillé à mettre ses lois en conformité avec celles des pays de l'Union Européenne, particulièrement celles concernant les participations étrangères dans les sociétés et la propriété privée. Tous ces éléments auraient dû nuancer la représentation des événements de l'hiver 2004 d'une dictature communiste assiégée par des démocrates, mais une révolution au son des musiques rock garantit des images plus télévisuelles que l'Investissement Direct Etranger. Ce n'est qu'une fois les élections passées et le candidat « pro-occidental » Victor Ioutchenko enfin élu, que des journalistes non alignés ont pu faire connaître à une partie seulement du grand public l'importance des réseaux étrangers dans la révolution orange. L'assistance des réseaux serbes Otpor, subventionnés par George Soros, au mouvement ukrainien Pora après sa participation l'hiver 2003 à la « révolution des roses » de Géorgie est maintenant bien établie ; de même

Mémoire...

► Alors que le génocide ukrainien de 1934 fait aujourd'hui l'objet de justes célébrations, reconnue par l'administration Clinton en 1992, la première famine génocidaire de 1920-21, organisée par Lénine, reste quant à elle largement ignorée... Il s'agissait : «d'exterminer les paysans en tant que classe sociale.» Le poète Gorki, horrifié, ira réclamer l'aide de la SDN. Depuis 1991, l'Ukraine voit sa population se réduire de moitié tous les trente ans. L'enjeu de sa mémoire incomplète reste une épine dans la politique ukrainienne aujourd'hui encore instrumentalisée...

de l'aire soviétique

on a pu remarquer que les fondations Freedom House, dont le patron est Woolsey, l'ancien patron de la CIA, et Jamestown, où le même Woolsey siège aux côtés de Zbigniew Brzezinski, comme des fondations allemandes (Konrad Adenauer, tendance conservatrice ou Friedrich Ebert, tendance social démocrate) avaient mis la main à la pâte. Opérant en essaims selon des pratiques nouvelles inspirées de la Révolution des Affaires Militaires (RMA), les fondations, ONG et autres associations de toutes sortes se sont employées à couvrir tous les aspects de la société civile ukrainienne. Chaque parti, chaque segment de la société avait son organisation traitante, les femmes pouvant se regrouper dans des organisations spécifiques, les jeunes journalistes formés dans les écoles d'Europe Centrale de

Soros assurant la communication nécessaire selon les règles marketing de découpage en microsecteurs sociologiques. Sans pouvoir énumérer toutes les organisations impliquées, il faut retenir la participation à la « révolution orange » des Democratic Initiatives Foundation, Democratic Assistance Strategies in Post-Communist Societies, Democracy Coalition Project, et de la National Endowment for Democracy ; à quoi il faut ajouter l'action continue de la Renaissance Foundation (nom local de la fondation Soros), de l'Eurasia Foundation (du même Soros, qui a distribué plusieurs millions de dollars de bourses), du National Endowment for Democracy, des organisations New Choice et Freedom of Choice qui elles-mêmes regroupent plusieurs centaines de groupes.

Odessa

► Un an avant son départ, le président Koutchma donne à Odessa le statut de port franc. Ainsi, quel que soit l'avenir géopolitique du pays, qu'il penche du côté occidental ou russe, ce nouveau statut lui garantit une forme d'indépendance nécessaire au commerce des hydrocarbures.

Le précédent des opérations en Amérique latine

LES AMBASSADES DE GRANDE-BRETAGNE, DU Canada (avec l'aide du Canadian International Development Agency), les Suédois et les Danois aidèrent eux aussi la « révolution orange » à triompher, ce qui n'était pas gagné d'avance comme l'indiquent les cartes électorales montrant le rapport de forces inchangé de 1991 avec celles des élections 2004. Si, au surlendemain des élections ukrainiennes, le Président Bush finit par avouer que l'Amérique avait apporté une aide financière de 65 millions de dollars depuis 2002 on était loin de la réalité. Déjà en 2001, Richard Morningstar, ancien envoyé de Clinton pour les mers Noire et Caspienne, reconnaissait devant le Sénat que de 1992 à 1999 le total des fonds alloués à l'Ukraine dans le cadre du Partnership for Freedom (PFF) par l'Amérique se montait déjà à plus de 2 milliards et demi, la moitié provenant des Freedom Support Act Funds. L'argent misé sur l'Ukraine est la preuve de l'intérêt de l'Occident, la subversion par essaims, inspirée de la tactique des hordes mongoles de Gengis Khan, avait déjà été employée il y a vingt ans en Amérique centrale. Il s'agit donc d'une technique maintenant éprouvée. L'administration Reagan pour combattre les régimes du Nicaragua, du Salvador et du Guatemala, eut recours à des moyens spéciaux de très grande importance. Sous couvert de promouvoir

la démocratie, elle se livra à une guerre féroce sur l'ensemble du continent américain. En 1984 apparaît le Center For Democracy (CFD), issu de l'American Political Foundation, dont le but était de promouvoir une approche bi-partisane, la meilleure solution pour l'expansion du business nord-américain. Dès cette époque, le CFD a un bureau à Strasbourg chargé de suivre la démocratisation à venir dans les pays d'Europe de l'Est. La démocratisation des pays d'Amérique latine prendra une tournure brutale. Le NED (par ses sections AFL-CIO, US-Chamber of Commerce, the Democratic party et the Republican Party) et des myriades d'organismes encadrent l'activité politique de ces pays : ce seront entre mille exemples possibles, pour le Guatemala la Confederation de Unidad sindical, au Costa Rica the Association For Defense of Freedom, en Argentine l'Association des femmes Conciencia.

Privatisations et transferts

Au même moment l'administration Reagan achetait secrètement des armes pour écraser des régimes souverains ou des mouvements « révolutionnaires » à des pays aussi peu fréquentables que l'Iran ou la Chine, mais aussi à la Pologne ou à Israël. Ce sera l'affaire du Contragate Le Guatemala qui avait déjà connu dans les années

cinquante, les opérations de la United Fruit liée à la CIA aura près de 40 000 morts dus au logiciel Promis, ancêtre d'Inslaw) une étape nouvelle dans la « Croisade pour la démocratie ». Le résultat le plus certain quinze ans après les faits est un transfert massif de richesses d'Amérique latine vers l'Amérique du Nord, le combat pour la démocratie s'étant toujours doublé du combat pour la libre entreprise. Au Brésil, 70 % des compagnies appartiennent dorénavant aux firmes étrangères, en Argentine deux tiers sont contrôlées par l'étranger quand elles n'étaient qu'une sur trois il y a vingt ans ; au Chili au Mexique la pénétration étrangère est plus avancée encore, sans parler des pays comme le Honduras ou le Guatemala, où le poids de la dette est important. L'exemple de la libéralisation de l'Amérique latine était nécessairement connu des services ukrainiens et russes. Pourtant il n'y a pas eu de riposte empêchant la « subversion démocratique ». Pourquoi ? Sans apporter de réponse, on peut remarquer que les privatisations en Ukraine ont essentiellement profité aux sociétés russes, particulièrement dans le domaine des oléoducs et de l'énergie. La Russie restera forcément le partenaire de demain. On semble surtout vouloir clore un chapitre de la transition criminelle qu'avait accepté l'Occident.

CONFIDENTIEL

IRAK ▶

Rumsfeld protège les Moukhabarat

La dernière visite éclair du secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld en Irak avait un but bien précis. Comme il l'a déclaré, « *Il est important que le nouveau gouvernement soit attentif aux compétences des gens des ministères et évitent des bouleversements inutiles* ». En effet, depuis la chute du régime de Saddam Hussein, la politique américaine n'a pas toujours été la même vis-à-vis des cadres du gouvernement provisoire. Paul Bremer avait entamé une dé-baassisation des structures et dissous l'ar-

mée irakienne. Sous l'impulsion de l'ancien Premier ministre Allawi, une politique inverse avait été menée. Ainsi, aujourd'hui, 70 % des officiers sont des anciens du parti Baas, et, le plus souvent sunnites. Donald Rumsfeld est donc venu dire au nouveau Premier ministre chiite, Ibrahim Jaafari qu'il ne fallait plus toucher à ces structures, en particulier pour les services de renseignement (*Moukhabarat*) mais aussi de l'armée et de la police, leurs cadres ayant été approuvés par la CIA et le Pentagone. ■

UKRAINE ▶

Melnichenko accuse Boris Bérézovski

Le major Nicolai Melnichenko, ancien chef de la sécurité du président Koutchma a réalisé des enregistrements qui impliqueraient l'ancien président ukrainien dans la mort du journaliste Georgi Gongadzé. Depuis, en fuite aux Etats-Unis, il se sait menacé. Début mars, il déclare avoir pris contact avec l'ex-oligarque russe Boris Bérézovski pour que ce dernier puisse le protéger et le financer. Or, selon l'officier, Bérézovski lui aurait demandé de lui remettre les bandes en échange d'une part d'1 milliard de dollar, réunis auprès des amis de l'ancien président afin de dédouaner ce dernier. Melnichenko explique, selon le quotidien russe *Kommersant*, que Bérézovski avait ainsi une stratégie de contrôle du pouvoir ukrainien grâce à la possession de ces bandes. L'officier qui affirme n'en avoir remis la copie qu'au président de la commission d'enquête parlementaire, Alexandre Zyhr, a alerté les services secrets ukrainiens (SBU) des intentions de Bérézovski en passant par l'ambassade ukrainienne à Washington et a demandé que le président Ioutchenko soit également prévenu. ■

ARMENIE ▶

L'opposition attend sa révolution

« *Le monde n'a qu'un patron et vous savez dans quel pays il habite* » aurait déclaré, en privé, l'un des chefs de l'opposition arménienne. Cette dernière, après l'échec des manifestations du printemps dernier contre le président Robert Kocharian, semble attendre sa « révolution orange » et multiplie les appels à Bruxelles et à Washington. Côté européen, la coopération avec Erevan est bonne et encadrée par la « politique européenne de voisinage ». Si Bruxelles a rédigé un dossier critique sur la situation poli-

tique d'Erevan, elle n'a pas pris de sanctions commerciales. L'ONG Human Right Watch, très proche des cercles de pouvoir à Washington lui en fait d'ailleurs le reproche. Mais il semble que le calendrier concernant l'Arménie réponde à une autre priorité favorisant l'allié azerbaïdjanais, avec la sortie de crise envisagée par Kocharian sur la question du Nagorno-Karabakh. Selon des analystes russes, Kocharian pourrait dans un second temps subir un sort similaire à celui de son ancien voisin Chevarnadzé... ■

GEORGIE ▶

Washington veut bloquer Gazprom

La presse russe a fait état d'une possible vente des gazoducs géorgiens à la compagnie Gazprom. Le porte-parole du géant gazier, de même que le président géorgien Mikhaïl Sakachvili ont confirmé qu'il existait des discussions sur ce dossier. En effet, le réseau de gazoducs de cette république caucasienne nécessite des travaux urgents estimés à 30 millions de dollars et le budget 2005 de Tbilisi pour ce secteur atteint difficilement le million... Ces discussions inquiètent Washington et son ambassadeur en Géorgie, Richard Miles, a déclaré qu'une telle privatisation serait contraire aux intérêts stratégiques du pays. Steven Mann, responsable au département d'Etat du projet énergétique de la Caspienne a souligné de son côté que la possibilité d'une solution énergétique indépendante et alternative dans la région serait perdue. Après ces avertissements, les ministres géorgiens de l'Energie et de l'Economie ont assuré qu'il n'y avait pas de discussion sur ce dossier. Une telle vente modifierait le projet Bakou-Tbilisi-Erzurum, pendant gazier du tracé pétrolier Bakou-Tbilisi-Ceyan (BTC) ■

RÉDACTION. Rédacteur-en-chef : Antoine Colonna. Directeur de la publication : A. Santa-Croce. IS est réalisé en partenariat avec le **CF2R** (Centre français de recherche sur le Renseignement). **CONTACT.** Intelligence & stratégie, 5 rue C. Pouillet 75017 Paris, tél. & télécopie : + 33 (0) 1 47 64 04 45. mél: contact@intelstrat.org et www.intelstrat.org **ABONNEMENTS.** 1 an (11 n°) : entreprises 240 €, particuliers 120 €. chercheurs : 91 €. Chèques à l'ordre d'Intelligence & stratégie. **IMPRIMERIE.** CMT, 23, rue du Mont-Thabor, 75001 Paris. **ISSN.** 1765-582X. Ce numéro est dédié à la mémoire de Nicola Calipari.